

d'une filiale énergétique de la Banque pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale). La facture pétrolière globale des pays en développement s'est accrue d'une façon spectaculaire. On la situe à un montant net d'environ 50 milliards de dollars en 1980, ce qui signifie qu'elle aurait accaparé 20 % des recettes que es pays en développement ont tirées de l'exportation de biens et services. Ce pourcentage, qui était de 12 % en 1978, représente une augmentation de 66 % en deux ans. Prenons deux exemples. La Turquie a consacré à l'importation de pétrole environ 80 % des recettes qu'elle a tirées de ses exportations. L'Inde a dû réserver 78 % de ses recettes à l'exportation au paiement d'importations pétrolières qui se chiffraient à 7 milliards de dollars. La Banque mondiale estime que la filiale énergétique qu'on propose de créer pourrait permettre, d'ici à 1990, des économies de 25 à 30 milliards de dollars (en dollars de 1980) sur la facture globale des importations pétrolières, économies qui pourraient être consacrées au développement économique, notamment aux importations de produits essentiels en provenance des pays industriels.

L'alimentation. Les besoins alimentaires sont un autre grand problème à un moment où les réserves de céréales diminuent et où les prix augmentent au profit des producteurs mais au grand désavantage des plus démunis dans les pays en développement. Étant donnés l'état des stocks, les prévisions quant à la production et les nouvelles tendances de la demande dans les pays à revenu moyen, la Banque mondiale estime qu'une sérieuse crise alimentaire pourrait survenir au cours des prochaines années si, par exemple, l'Amérique du Nord connaissait deux mauvaises récoltes successives. A longue échéance, la seule solution véritable consiste à renforcer chez les pays en développement leur capacité de plus en plus réduite de se nourrir eux-mêmes et à trouver les moyens d'accroître substantiellement la production mondiale de produits alimentaires.

Les réfugiés. Simple symptôme d'un malaise plus général, le sort des réfugiés dans bon nombre de régions du monde en développement demeure une source d'instabilité et un appel légitime à la conscience de l'humanité. Les pays participant au Sommet ne peuvent éviter de réaffirmer le leadership dont ils ont fait montre à cet égard ces dernières années.

Il est clair que les sommets occidentaux continueront de se concentrer principalement sur les grandes questions économiques qui se posent à eux et au reste du monde, en particulier l'ensemble des questions qui composent le dialogue Nord-Sud, mais les questions politiques et économiques ne peuvent être isolées. Je ne peux imaginer que des dirigeants, qui passent quotidiennement et facilement d'une question à l'autre et qui s'efforcent de voir la relation - économique ou politique - entre ces questions, compartimentent artificiellement leur travail dans le contexte d'un sommet. Par ailleurs, une approche trop "politique" pose la question de savoir si le groupe est le mieux habilité à régler le problème à l'étude et pourrait faire double emploi avec d'autres organismes. De plus, les dirigeants du Sommet ont nettement indiqué qu'ils doivent absolument se concentrer sur un certain nombre de problèmes de base de leurs économies comme l'inflation, l'énergie et le commerce. Pourtant, ils sont conscients que les grandes questions politiques qui se posent à l'Ouest, plus particulièrement mais non exclusivement la relation globale entre l'Est et l'Ouest, ne peuvent être dissociées des questions de santé et de prospérité économiques. L'absence d'un consensus sur des problèmes politiques aussi importants peut affaiblir l'Ouest et, à l'heure actuelle, il n'existe aucun autre mécanisme offrant la même perspective pour une étude globale de telles questions.

Si les sommets économiques ont pu éviter certains des grands pièges et des faiblesses d'autres rencontres au sommet, il se peut que ce soit en partie parce qu'ils n'ont pas été institutionnalisés ou qu'ils n'ont pas été dotés d'un secrétariat permanent. Ils sont restés souples et informels et ont continué pour l'essentiel de s'adapter à l'évolution des besoins des chefs d'État et de gouvernement. Dans la mesure où ils veulent faire des sommets un instrument plus utile et plus cohérent, ceux-ci risquent de devenir un tribunal de dernière instance, un forum auquel les problèmes sont soumis depuis la base et qui est considéré comme un lieu de prise de décisions sur un nombre de plus en plus grand de questions spécifiques. Nous espérons que le sommet d'Ottawa contribuera à trouver le juste équilibre entre une trop grande institutionnalisation et de simples discussions générales, de manière que les dirigeants occidentaux puissent tirer le plus possible de ce nouveau phénomène diplomatique dans l'intérêt de leurs pays et du reste du monde.